



N° 2 - Mars 2009

Panorama au 3 mars 2009

Éditorial

Les perturbations climatiques revigorent les prix à la production

En janvier 2009, les prix agricoles à la production reprennent de l'avance par rapport aux prix moyens des cinq dernières années, de 2004 à 2008. Par rapport à 2008, la baisse globale continue cependant de ralentir. Celle-ci se répercute toujours sur les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées : ils augmentent encore sur un an à un rythme moins soutenu que les mois précédents (+ 2 %). Ce ralentissement se fait sentir pour tous les produits mais plus particulièrement pour les produits laitiers et les corps gras. Par contre, par rapport aux prix moyens des années 2004 à 2008, la hausse des prix à la consommation (+ 7 %) s'accélère (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 3/10, mars 2009*).

Début 2009, des conditions climatiques exceptionnelles par rapport aux normales saisonnières ont sévi sur les deux hémisphères Nord et Sud et fortement influencé les fluctuations des prix des productions végétales. Le manque de pluie sur l'Argentine et le Brésil, et aussi sur la Chine, a provo-

qué en janvier la reprise des cours mondiaux, et en conséquence des cours français, pour les céréales et les oléagineux. En France, les prix des légumes, dont la production a été très limitée par un froid intense, ont nettement décollé en janvier par rapport à 2008. La tempête de fin janvier, d'intensité égale à celle de 1999, a d'ores et déjà provoqué d'importants dégâts sur la sylviculture mais l'impact sur la production légumière de printemps n'est pas encore connu (*Infos rapides Climatologie n° 3/12, mars 2009*).

Plus déterminant que les conditions climatiques, le net excédent des bilans mondiaux et européens entraîne, dès février, une nouvelle baisse des cours céréaliers et oléagineux après la courte reprise de janvier liée à la météo. Les cours français des céréales suivent la tendance du marché de Chicago, de même que ceux du colza et du tournesol influencés par le soja. Au niveau mondial, le Conseil international des céréales prévoit en effet une baisse de la consommation pour la campagne 2008/2009 et une forte hausse des

stocks attendus pour fin juin (*Début 2009 : volatilité des cours céréaliers et oléagineux, Grandes cultures n° 2009/62, mars 2009*). Selon les premières estimations des semis d'hiver pour la récolte 2009, les surfaces mondiales de blé, et aussi de maïs, diminueraient par rapport à 2008, année record en termes de surfaces et de production. En France, ce repli est léger pour le blé tendre d'hiver tandis que la sole d'orge prolonge la reprise entamée en 2005 et que celle de colza se stabilise après la forte diminution de 2008 par rapport à 2007 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 1/10*). Outre la baisse des cours céréaliers, la hausse du coût des intrants sur l'ensemble de l'année 2008, malgré son ralentissement depuis juillet, n'a pas incité à l'augmentation des emblavements. En ce qui concerne les engrais, les livraisons baissent nettement en France à partir de septembre 2008 (*Infos rapides Moyens de production n° 3/10, mars 2009*).

Les diverses intempéries qui ont touché le territoire français affectent

gravement la production maraîchère d'hiver - salade, carotte, poireau et chou fleur - pour la plus grande partie réalisée en plein air (*Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver, Légumes n° 2009/64*). Peu de problèmes sanitaires apparaissent mais, de façon inégale selon les légumes, les calendriers de production sont décalés et les rendements diminués en termes d'effectifs et de calibres. D'ailleurs, au fur et à mesure de l'avancée de la campagne 2008/2009, les potentiels sont revus à la baisse pour tous les produits. Les dégâts pourraient également nuire aux premières cultures printanières de légumes, ainsi qu'à celles des fruits comme la fraise. La chute de la production a provoqué en janvier une hausse spectaculaire de 29 % sur les prix des légumes (*Infos rapides Légumes, janvier et février 2009*). Les prix des fruits passent au contraire sous le niveau de 2008 et ce recul est dû à la pomme, le prix des poires étant supérieur aux années précédentes.

Pour les productions animales, à l'exception d'une hausse accélérée des cotations pour les ovins, la baisse des prix du bétail par rapport à 2008 s'accélère. Elle est due notamment à la chute persistante des prix des veaux. Pour 2008, la production ovine et bovine est en repli. La production de bovins finis est comparable à celle de 2007 (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 2/11, février 2009*). Mais les per-

turbations occasionnées par la fièvre catarrhale ovine sur le commerce des animaux d'élevage concourent au repli de la production totale bovine. Les prix des brouards sont déstabilisés par les blocages réguliers des frontières italiennes, les interdictions de libre circulation sur le territoire national et les saturations dans les ateliers d'engraissement. D'autre part, la maladie semble affecter la mortalité et la fertilité des animaux (*Secousses sur le marché des brouards, Animaux de boucherie n° 2009/65*). Une autre conséquence est l'abattage croissant des taurillons sur la campagne 2007/2008. L'augmentation des abattages de vaches laitières réduit fortement la collecte laitière en décembre 2008 (*Infos rapides Lait n° 2/11, février 2009*). Pour les porcins, la diminution régulière du cheptel en 2008 entraînera un repli de la production pour 2009, plus particulièrement vers la fin de l'année (*Infos rapides Porcins, mars 2009*). En janvier 2009, le cours du porc charcutier classe E est stable par rapport à 2008. Pour le septième mois consécutif, les abattages de volailles reculent, mais dans une mesure plus importante en janvier. Ce recul résulte de la réduction des mises en places au cours du dernier trimestre 2008. En 2008, la consommation de viandes de volailles, plus dynamique pour le poulet, est d'autant plus soutenue par rapport à 2007 qu'elle est renforcée par des importations croissantes de viandes

(*Infos rapides Aviculture n° 3/11, mars 2009*).

En 2008, la progression sur un an de l'excédent agroalimentaire français est moins forte qu'en 2007. Elle est concentrée d'une part sur la période de juin à octobre et d'autre part sur les échanges avec les États membres de l'Union européenne. Elle est due à l'augmentation marquée des exportations de produits bruts. Pour les produits agricoles transformés, la croissance des importations, sous la poussée des huiles végétales, est plus vive que celle des exportations (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, n° 2/12, février 2009*). Les exportations de viande porcine sont particulièrement élevées en 2008. De plus, l'excédent agroalimentaire des produits laitiers enlève un nouveau record en 2008, après celui de 2007, malgré un ralentissement en fin d'année. Les ventes à l'étranger de fromages, yaourts et desserts lactés frais sont en hausse, ainsi que celles des produits laitiers industriels malgré la forte chute des cours mondiaux (*Produits laitiers : nouveau record de l'excédent commercial français en 2008, Lait n° 2009/66, mars 2009*). Par contre, sur le marché viticole, la valorisation des exportations de vins et champagne commence à pâtir du ralentissement des échanges mondiaux (*Marché viticole : hausse des prix intérieurs mais demande faible, Viticulture n° 2009/36*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Début 2009 : volatilité des cours céréaliers et oléagineux, <i>Céréales et oléoprotéagineux</i>	5	<i>Pierre Carrelet</i>
Marché viticole : hausse des prix intérieurs mais demande faible, <i>Viticulture</i>	9	<i>Pierre Carrelet</i>
Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver, <i>Légumes</i>	13	<i>Joëlle Fressignac</i>
Secousses sur le marché des broutards, <i>Animaux de boucherie</i>	17	<i>Nadine Loirette-Baldit</i>
Produits laitiers : nouveau record de l'excédent commercial français en 2008, <i>Lait</i>	23	<i>Lionel Hébrard</i>
Organismes et abréviations	27	
Pour en savoir plus	29	

Liste des Infos rapides citées dans l'éditorial

<i>Animaux de boucherie</i> n° 2/11, février 2009	<i>Nadine Loirette-Baldit</i>
<i>Aviculture</i> n° 3/11, mars 2009	<i>Christian Pendariès</i>
<i>Carotte</i> , n° 5/6, février 2009	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Chicorée</i> , n° 4/5, février 2009	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Chou-fleur</i> , n° 4/6, janvier 2009	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Climatologie</i> , n° 3/12, mars 2009	<i>Hervé Schoën</i>
<i>Commerce extérieur</i> , n° 2/12, février 2009	<i>Hélène Vigouroux</i>
<i>Endive</i> , n° 3/5, février 2009	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 1/10, février 2009	<i>Hervé Schoën</i>
<i>Lait</i> , n° 2/11, février 2009	<i>Lionel Hébrard</i>
<i>Laitue</i> , n° 5/6, février 2009	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Moyens de production</i> , n° 3/10, mars 2009	<i>Jacqueline Paris, André Viguier</i>
<i>Poireau</i> , n° 4/5, janvier 2009	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Porcins</i> - Enquête cheptel, mars 2009	<i>Géraldine Martin-Houssart</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 3/10, mars 2009	<i>Christine Deroin</i>

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales et oléoprotéagineux mars n° 2009/62

[Retour éditorial](#)

Début 2009 : volatilité des cours céréaliers et oléagineux

***D*ans le contexte d'un bilan mondial 2008/2009 largement excédentaire, les premières estimations de semis d'hiver annoncent un léger repli des surfaces en blé et orge pour la campagne 2009/2010. Les craintes concernant la récolte sud-américaine ont entraîné une embellie des cours de courte durée sur les marchés céréaliers et oléagineux. Dès que la pluie est revenue en Argentine et au Brésil, la tendance s'est alors inversée. La fin du mois de février se caractérise par de nouvelles baisses des cours sur l'ensemble des marchés.**

Un bilan mondial 2008/2009 excédentaire

Le dernier rapport du Conseil international des céréales (CIC), publié le 26 février, a réévalué à la baisse la consommation de céréales pour la campagne 2008/2009. Elle augmenterait de 2 % seulement par rapport à la dernière campagne. La production mondiale de céréales est estimée à 1 783 millions de tonnes (Mt) (+ 6 % par rapport à 2007) et les échanges mondiaux à 226 Mt (- 5 %). Le bilan mondial des céréales est donc largement excédentaire et les stocks attendus fin juin 2009 sont de l'ordre de 339 Mt (+ 22 %).

Le bilan mondial de blé est toujours excédentaire. La consommation de blé est estimée moins forte, à 645 Mt, à cause d'une utilisation réduite du blé au profit du maïs dans la fabrication d'aliments pour animaux. Malgré ce

report, le bilan mondial de maïs est désormais prévu excédentaire, du fait de la baisse des estimations de consommation mondiale.

La dégradation rapide de la conjoncture économique mondiale aura des répercussions sur la consommation de céréales, en particulier pour les usages industriels. Avec 774 Mt de maïs consommés au cours de cette campagne pour une production de 782 Mt, les stocks finaux pourraient atteindre 139 Mt, soit + 7 % par rapport à 2007/2008.

Premières estimations de semis d'hiver en baisse pour le blé

Les premières estimations de semis pour la récolte 2009 font état d'une réduction des surfaces mondiales de blé (- 1 % par rapport à 2008). Les coûts des intrants expliqueraient une partie de cette réduction des surfaces.

Sous l'hypothèse de rendements moyens, la production mondiale 2009 de blé pourrait atteindre 649 Mt, soit - 6 % par rapport à 2008.

Des substitutions de cultures seraient également mises en œuvre entre maïs et soja. Aux États-Unis, les surfaces de maïs seraient réduites de près de 0,4 % au profit du soja. La production mondiale de maïs pourrait ainsi également diminuer en 2009.

En 2009, selon les estimations d'Eurostat, la superficie européenne totale de céréales atteindrait environ 58 millions d'hectares (Mha). La baisse par rapport à 2008, année record en termes de surfaces et de production, serait de l'ordre de 3 %. Les semis de blé tendre et d'orge reculeraient (respectivement - 3 % et - 4 % par rapport à 2008) et ceux de blé dur se maintiendraient à leur niveau de 2008. Toujours sous l'hypothèse de rendements

moyens, la production de blé tendre reculerait à près de 127 Mt (- 8 %), la production de blé dur serait proche de 10 Mt (- 3 %) et celle d'orge atteindrait 59 Mt (- 8 %).

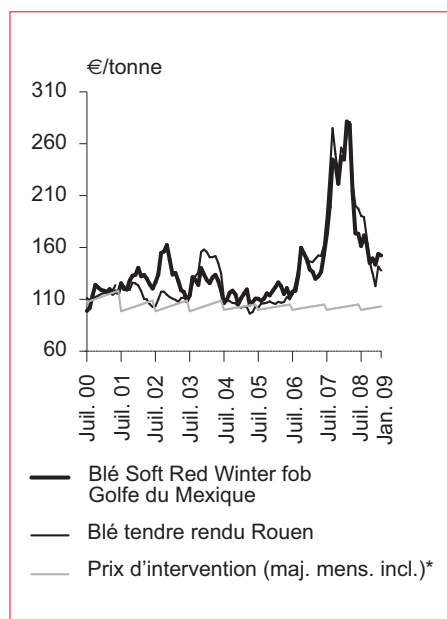
Hausse des cours de courte durée sur le marché mondial des céréales

Le début 2009 a été marqué par une hausse des cours mondiaux des céréales et des oléagineux. Les conditions climatiques en Chine et en Argentine ont provoqué une hausse des prix sur les marchés céréaliers et oléagineux durant les deux premiers mois de l'année. Mais la situation excédentaire des bilans mondiaux de blé et maïs pèse désormais davantage sur les cours, maintenant que les pluies sont revenues en Argentine.

En février, les cours du blé français de nouveau en baisse

Mi-février, le cours moyen Fob du Soft Red Winter en provenance du Golfe du Mexique s'est replié à 152 euros par tonne (€/t), soit près de 9 €/t de plus que fin 2008. Ces cours sont toujours largement inférieurs à ceux de l'an dernier (- 46 % par rapport à février 2008).

Fin de la chute des cours mondiaux du blé



* Majorations mensuelles pour stockage incluses.
Source : Onigc

Face aux tensions sur le marché mondial, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen a réagi à la hausse mais les blés russes et ukrainiens, moins chers, remportent des appels d'offres, en particulier à destination de l'Égypte. Ainsi, dès février, le cours rendu Rouen est reparti à la baisse sous la pression des origines russes et ukrainiennes. Le cours moyen mensuel avoisinait 138 €/t, soit 15 €/t de plus que fin 2008. Cela reste bien inférieur au niveau de février 2008 (- 49 %). Le fort disponible en céréales fourragères - orge et maïs - parmi les principaux pays producteurs constitue un facteur de pression à la baisse des cours. Le maïs, moins cher que le blé, est préféré pour les incorporations dans les aliments pour animaux.

Les cours de l'orge de mouture rendu Rouen ont suivi les évolutions du blé, mais dans une moindre mesure compte tenu du fort disponible en Ukraine et dans les pays de l'est de l'Europe (Roumanie, Hongrie). Ainsi, comme le blé, l'orge est concurrencée par le maïs pour la fabrication d'aliments du bétail. En février, le cours mensuel de l'orge de mouture s'établit à 110 €/t, après être monté à presque 111 €/t en janvier. Cela masque toutefois des évolutions très fortes à la baisse fin février, les cours se situant de nouveau en dessous de 100 €/t au départ de la zone de production. Pour la campagne 2008/2009, le cours moyen rendu Rouen avoisine 130 €/t (- 41 % par rapport à 2007/2008).

Les cours du blé dur rendu Port-la-Nouvelle sont proches de 200 €/t et celui-ci connaît un rythme d'exportation élevé vers nos partenaires de l'Union européenne. Ses cours sont repartis à la hausse au cours du mois de février, sous l'effet du dynamisme de cette demande et les stocks français de fin de campagne sont maintenant estimés à seulement 0,3 Mt.

Début 2009, les cours du maïs rebondissent

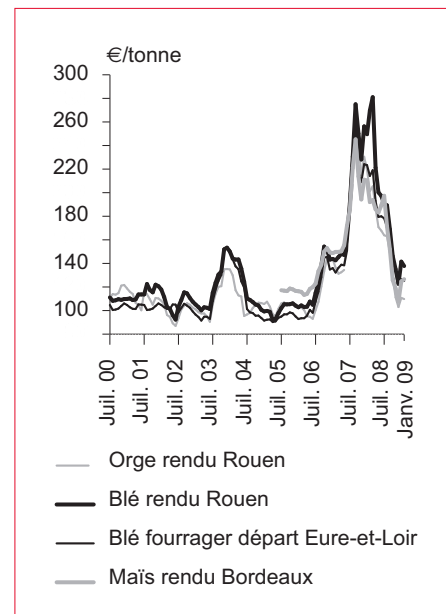
Sur le marché mondial du maïs, les cours des maïs américains ont débuté l'année en hausse sensible, sous l'effet de la réduction de la récolte argentine et des prévisions de baisse de

surfaces aux États-Unis pour la prochaine récolte. Le maïs français a suivi ces évolutions à la hausse pour atteindre en rendu Bordeaux un cours proche de 127 €/t en février. Mais là encore, la tendance en fin de mois est à une nouvelle baisse des cours. Le maïs français est actuellement plus cher que les maïs du Golfe du Mexique et d'Argentine. Pour autant, les exportations de maïs français vers les pays du nord de l'Europe ont été favorisées par l'impossibilité de transporter le maïs hongrois vers ces pays à cause du niveau d'eau du Danube. De plus, la demande reste forte auprès des fabricants d'aliments pour animaux.

Reprise de courte durée pour les cours des graines oléagineuses

Sur le marché des graines oléagineuses, les bilans sont toujours excédentaires, tant au niveau mondial qu'europpéen. Pourtant, le début d'année a été marqué par les révisions à la baisse des productions de soja en Argentine et aux États-Unis. Mais la conjoncture économique mondiale et la baisse des cours du pétrole entraînent parallèlement une réduction des utilisations de soja pour l'industrie, notamment pour la fabrication d'agro-

Début 2009, fin de la chute des cours céréaliers français



Source : La Dépêche / le Petit Meunier

carburant. En conséquence, la forte hausse de janvier a été annulée par une nouvelle baisse en février avec le retour de la pluie en Argentine. En février, le cours des graines de soja sur le marché à terme de Chicago atteignait 271 €/t (- 20 % par rapport à février 2008).

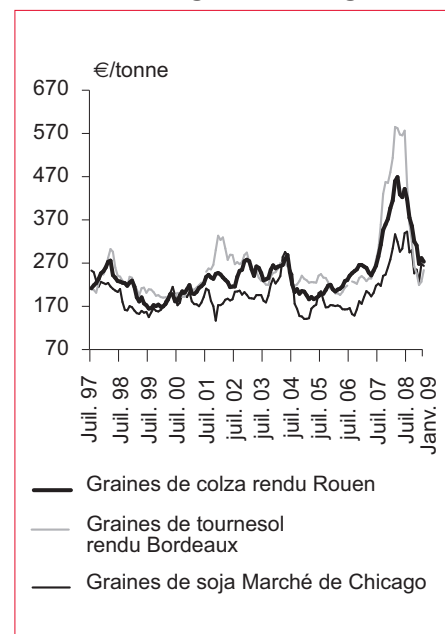
Sur le marché français, le cours des graines de colza a suivi les évolutions du complexe soja à Chicago. En février, le cours rendu Rouen était proche de 281 €/t (- 40 % par rapport à février 2008). La concurrence des forts disponibles ukrainien et australien pèse sur les cours français qui baissent depuis deux semaines.

Les cours des graines de tournesol ont suivi les évolutions du marché du soja américain. Par ailleurs, en début d'année, l'offre ukrainienne s'est raréfiée permettant de favoriser les exporta-

tions françaises. Le cours rendu Bordeaux a donc réagi à la hausse tout au long du mois de janvier. Fin février, le cours rendu Bordeaux est reparti à la baisse avec l'amélioration des perspectives en Argentine et le retour sur le marché des offres des pays de la Mer Noire (Ukraine, Bulgarie, Roumanie). Le cours moyen mensuel atteint 261 €/t (- 60 % par rapport à février 2008).

Les cours des pois protéagineux reculent également. Le cours achat Marne de février est de 168 €/t (- 30 % par rapport à février 2008). Les volumes de vente sont très faibles sur les deux derniers mois et le courant d'exportation ne dépasse pas deux cents milliers de tonnes pour la campagne 2008/2009. Cela rend difficile une analyse approfondie de l'évolution des cours des pois protéagineux sur le marché physique.

Reprise de courte durée pour les cours des graines oléagineuses



Source : La Dépêche

Sources

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de prix et de cours des céréales sont fournies par l'OniGC et le journal La Dépêche.
- Les cours sur le marché à terme sont disponibles sur le site Internet d'euronext : <http://www.euronext.com/>
- Les estimations de production mondiale des céréales :
 - United States Department of Agriculture (département à l'agriculture américain) <http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm>.
 - Conseil International des Céréales (CIC) : <http://www.igc.org.uk/fr/Default.aspx>
 - Food and Agriculture Organization of the United Nations : <http://www.fao.org/giews/french/cpfs/index.htm>

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Semis d'hiver : peu de changement dans la sole des céréales d'hiver », Infos rapides Grandes cultures, février 2009.
- « Campagne 2008/2009 : Chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois », Synthèse Grandes cultures, janvier 2009.
- « Reprise des exportations européennes de céréales grâce à la hausse des disponibilités », Synthèse Grandes cultures, décembre 2008.
- « La récolte des céréales profite d'une année favorable », Infos rapides Grandes cultures, novembre 2008.

Marché viticole : hausse des prix intérieurs mais demande faible

La faible récolte 2008 entraîne une réduction des disponibilités en vins pour la commercialisation. Au début de la campagne 2008/2009, les ventes en vrac et la consommation taxée se replient. Face à une offre en recul, les prix des vins augmentent mais le faible dynamisme de la demande modère ces augmentations. Sur le marché extérieur, le ralentissement des exportations est net en 2008. La valorisation des exportations des vins commence également à pâtir du ralentissement des échanges mondiaux.

Recul des volumes récoltés

Les disponibilités françaises et européennes en vins de la campagne 2008/2009 baissent par rapport à la dernière campagne. Au niveau européen, la baisse de récolte 2008 est assez faible (- 1 % par rapport à 2007) mais, au niveau français, elle est nette (- 6 %). C'est la plus faible récolte depuis quinze ans.

Net repli des ventes en vrac sur le début de campagne

Sur le marché français, le repli des ventes en vrac se confirme en janvier. Il résulte de la faible récolte 2008 mais également d'une moindre demande des centrales d'achats.

Les ventes en vrac de vins de consommation courante se replient de 31 % sur les six premiers mois de campagne 2008/2009 par rapport à 2007/2008. Elles reculent de 21 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Le recul des ventes est plus sensible pour les vins de table que pour les vins de pays (respectivement - 40 % et - 27 % par rapport à 2007/2008). Par rapport à fin décembre 2008, la baisse des ventes de vins de pays a légèrement ralenti en janvier alors que celle des vins de table continue d'augmenter. Les ventes de vins de table rouges et rosés diminuent plus fortement que les vins de table blancs (respectivement - 43 % et - 28 % par rapport à 2007). Les ventes de vins de pays diminuent au même rythme pour les vins blancs ou pour les vins rouges et rosés (respectivement - 28 % et - 26 % par rapport à 2007/2008). Cependant, les ventes de vins de pays blancs restent en légère progression par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 1 %).

La baisse de la consommation taxée se confirme

Selon les estimations de la Direction générale des douanes et droits indirects

(DGDDI), la baisse de la consommation taxée de vins s'accélère. Sur les trois premiers mois de campagne 2008/2009, la consommation marque un repli de plus de 7 % par rapport à la dernière campagne. La baisse de consommation est plus nette pour les vins d'appellation que pour les vins de table et de pays (respectivement - 10 % et - 5 % par rapport à 2007/2008).

Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, le repli de la consommation taxée de vins se ressent plus nettement (- 10 %). Ces résultats sont toutefois à considérer avec prudence pour interpréter l'évolution tendancielle de la consommation de la campagne 2008/2009 : ils sont encore provisoires et sont soumis aux éventuelles variations de stock dans le commerce et chez les producteurs.

Parmi les explications du ralentissement des quantités de vins mises en circulation, les principales sont la conjoncture économique peu dynami-

Ventes en vrac et consommation taxée

Les ventes en vrac sont des données hebdomadaires enregistrées par les services de Viniflor. Une des missions de Viniflor est d'assurer la transparence des marchés. Ainsi, « toute transaction en vrac (de plus de 5 hl) au niveau de la première commercialisation de vins de table, vins de pays et produits en amont (vins nouveaux encore en fermentation, moûts, moûts partiellement fermentés, moûts concentrés, moûts concentrés rectifiés) est soumise à l'obligation du visa des contrats d'achat par l'Office national interprofessionnel des vins. Cette procédure permet d'établir des relevés de prix courants et de volumes pour les vins de table et les vins de pays, diffusés chaque jeudi et portant sur les enregistrements des contrats d'achat visés la semaine précédente. »

La consommation taxée de vins, mesurée par les quantités de vins soumises au droit de circulation, est une donnée fournie par les services des Douanes françaises. Elle

correspond à l'ensemble des volumes pour lesquels les droits de mise à la consommation ont été acquittés (ensemble des Capsules Représentatives de Droits, des congés et des factures congés).

Le premier concept couvre uniquement des ventes, le second est proche du concept de consommation apparente sur le territoire français. La consommation taxée ne couvre pas l'autoconsommation (dégustation dans des caves de producteurs, consommation en propre des producteurs, etc.). Elle ne permet pas de savoir avec précision ce qui est effectivement consommé à un moment donné. Pour autant, les ventes en vrac permettent de connaître les volumes échangés entre producteurs et acheteurs en gros (centrales d'achats, négociants, etc.) et la consommation taxée est un indicateur des quantités disponibles à la consommation et qui seront à court ou moyen terme effectivement consommées.

selon les zones. Les appellations de Bourgogne et Bordeaux rouges progressent peu (respectivement + 5 % et + 3 %) alors que les vins du Pays nantais, les Bordeaux blancs et les appellations d'Anjou et Saumur augmentent très nettement.

Les prix des vins de consommation courante persistent dans une dynamique de hausse. Mais le rythme de croissance des prix est modéré par rapport à l'an dernier à la même époque. Sur les six premiers mois de campagne, le prix moyen des vins de table rouges s'élève à plus de 3,30 €/hl (+ 9 % par rapport à 2007/2008) et celui des vins de pays rouges dépasse 4,20 €/hl (+ 7 %). Pour les vins blancs, la croissance des prix est plus rapide, mais sur des volumes très faibles. Le prix moyen de campagne des vins de table atteint près de 5 €/hl et celui des vins de pays blancs dépasse 7 €/hl (respectivement + 13 % et + 23 %).

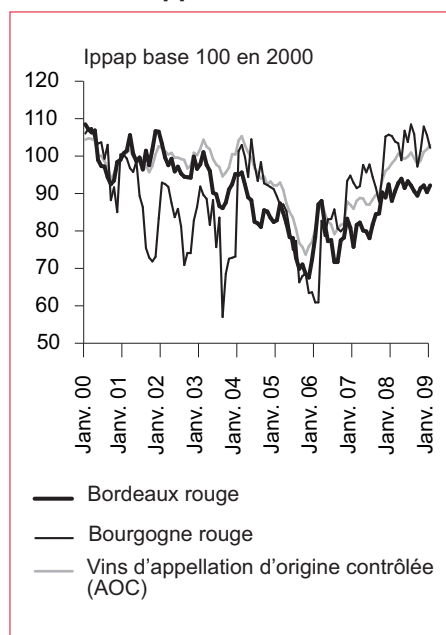
De tels niveaux de prix s'expliquent par le manque de disponibilités dû à la faible récolte 2008. En outre, les évolutions des ventes en vrac et de la consommation taxée indiquent que la demande intérieure est peu dynamique face à ces hausses de prix. Sur le marché extérieur, il faut également prendre en compte le ralentissement général des échanges mondiaux débuté en 2008. Cela se perçoit à travers l'évolution des exportations de vins français.

Les exportations de vins d'appellation en net repli

Les exportations françaises de vins ont connu un changement d'évolution très rapide en 2008 qui faisait suite à deux années successives de croissance des exportations françaises. Sur les douze mois de l'année, les exportations françaises de produits vinifiés ont diminué en volume (- 10 % par rapport à 2007) et ont tout juste réussi à se maintenir en valeur. Le repli des exportations est plus prononcé pour les vins de table et de pays que pour les vins d'appellation (respectivement - 14 % et - 7 %).

Les exportations de vins d'appellation vers les États membres ne dépassent pas 3,5 millions d'hectolitres (Mhl) et

Progression des prix à la production des vins d'appellation



Source : Insee

que et la volonté des négociants d'écouler les stocks existants. Les prix des vins de la récolte 2008 continuent de progresser du fait du disponible réduit mais la demande peu dynamique tempère les évolutions de prix.

La hausse des prix se poursuit

En janvier 2009, les prix à la production des vins d'appellation ont augmenté de 7 % en moyenne sur les six premiers mois de campagne 2008/2009 par rapport à 2007/2008. Les appellations de Languedoc-Roussillon (Fitou, Corbières, Minervois) sont en repli de 8 %. Ces replis sont compensés par les hausses de prix pour les appellations de Bordeaux et de Bourgogne, les vins du Pays nantais et les appellations d'Alsace. Les prix des vins d'appellation évoluent en effet de façon différenciée

sont en nette réduction par rapport au bon résultat de 2007 (- 10 %). Ce repli survient après une période 2004 - 2007 de relative stabilité des exportations de vins d'appellation vers les partenaires de l'Union (3,9 millions Mhl en moyenne). Les exportations à destination du Royaume-Uni, premier client des vins français d'appellation sont nettement réduites en 2008, dépassant tout juste le million d'hectolitres (- 13 % par rapport à 2007). Les exportations vers l'ensemble Belgique-Luxembourg et vers l'Allemagne sont également en recul assez net (respectivement - 9 % et - 8 %).

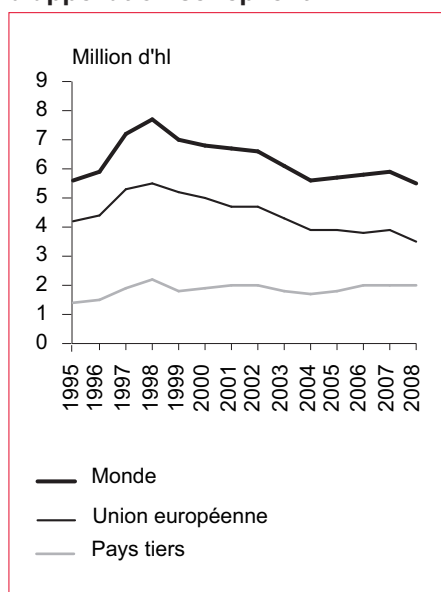
Les exportations de vins d'appellation vers les pays tiers sont également en léger repli en volume (- 2 % par rapport à 2007). La baisse est sensible vers les États-Unis alors que depuis 2003, le marché se caractérisait par son dynamisme (- 10 % par rapport à 2007). Les exportations vers le Japon terminent l'année 2008 sur un léger repli (- 3 %) et se retrouvent à un niveau très proche de celles destinées au Canada. À noter que ces dernières sont parmi les seules à marquer une légère progression en 2008 (+ 3 %).

Sur l'ensemble de l'année 2008, la valeur des exportations de vins français d'appellation a toutefois progressé

par rapport à l'an dernier (+ 5 %). La valeur des exportations a bénéficié de la bonne valorisation des crus de Bordeaux en début d'année. Mais en fin d'année, les exportations de vins d'appellation connaissent des baisses de valeur, en particulier pour les appellations de Bordeaux (- 11 % par rapport à décembre 2007).

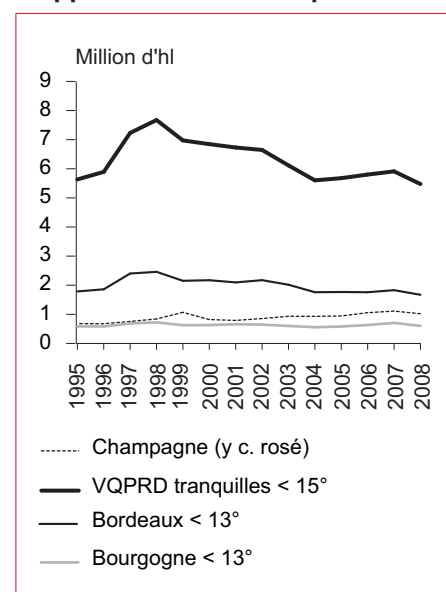
Le Champagne, produit phare sur les marchés étrangers, connaît une nette réduction des exportations en 2008, tant en volume qu'en valeur (respectivement - 8 % et - 6 %). C'est un coup d'arrêt après trois années d'expansion des volumes exportés.

En 2008, les exportations de vins d'appellation se replient



Source : DGDDI (Douanes)

Toutes les exportations de vins d'appellation sont en repli



Source : DGDDI (Douanes)

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins de table et de pays sont fournis par Viniflor : <http://www.onivins.fr>
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes
- L'indice des prix à la production (IPPAP) est disponible sur : www.insee.fr
- Les données du commerce extérieur des vins sont fournies par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) : <http://www.douane.gouv.fr/>

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Depuis août 2008, les prix des vins augmentent et les ventes reculent », Synthèse Viticulture, janvier 2009
- « Potentiel de récolte du vignoble français fortement réduit en 2008 », Synthèse Viticulture, décembre 2008
- « Un potentiel de récolte estimé à 43,7 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture, novembre 2008

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèse mars n° 2009/64

[Retour éditorial](#)

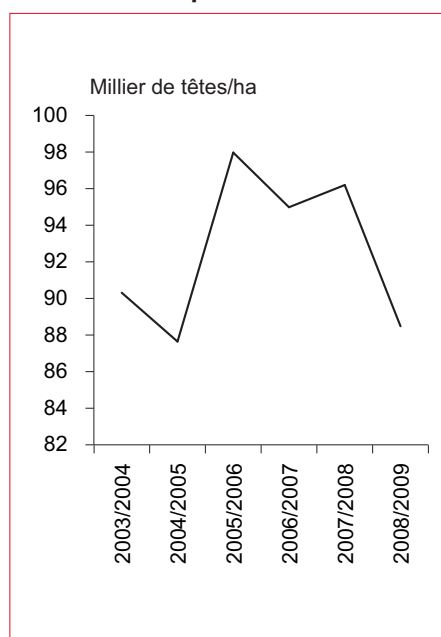
Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver

La production maraîchère, constituée pour une part importante de culture de plein air, est largement dépendante des aléas climatiques. En 2008/2009, les légumes d'hiver - salade, carotte, poireau et chou-fleur - auront été particulièrement affectés par des conditions météorologiques peu favorables. Pluie, froid, gel, neige et même tempête se sont succédés sur l'ensemble du territoire français. Les calendriers de production s'en sont parfois trouvés modifiés et les rendements diminués. D'ailleurs, pour ces produits, les potentiels de récolte sont revus à la baisse au fur et à mesure de l'avancée de la campagne. Toutefois les cultures ne sont pas toutes endommagées de la même façon.

La laitue et la chicorée d'hiver particulièrement fragilisées

La production de laitue d'hiver, avec près de 500 millions de têtes, représente 62 % de la production totale de laitue. Les volumes de la laitue d'hiver sont produits principalement dans le bassin du Sud-Est et représentent plus de 75 % de la salade d'hiver. Les bassins du Sud-Ouest et du Centre Ouest complètent cette production à hauteur de 13 %. La production maraîchère sensible aux phénomènes climatiques a été, depuis cet automne 2008 et ce début d'année 2009, affectée tour à tour par les pluies, le froid ou le vent selon les périodes. En conséquence, les rendements nationaux sont en baisse pour la laitue d'hiver de près de 14 % par rapport à la moyenne quinquennale. Ces rendements rappellent ceux de la campagne d'hiver 2004/2005, elle aussi perturbée par la météo.

Rendement de la laitue d'hiver du Sud-Est : aussi bas en 2008/2009 qu'en 2004/2005



Source : SSP/Agreste

Les pluies abondantes couplées aux températures fraîches qui se sont installées sur de nombreux bassins de production depuis le mois d'août ont, dans un premier temps, retardé la pousse des salades d'hiver. Elles ont également mis fin prématurément aux récoltes de plein champ. Les pertes au champ et l'arrivée tardive et limitée des volumes ont provoqué un creux de production avec des volumes inférieurs de 30 % par rapport à la moyenne quinquennale et un retard de calendrier de production. Si le Sud-Est était jusque-là épargné par les intempéries, la pluie et le froid ont également envahi ce bassin à partir du mois de novembre. Ainsi les volumes étaient en recul très net au mois de novembre.

Puis le froid hivernal de décembre et janvier, et des épisodes de neige ont continué à perturber la pousse des

salades sous serre : les volumes sont restés malgré tout pour le mois de janvier supérieurs de 35 % à ceux de la moyenne quinquennale mais toutefois en dessous de 10 % du potentiel de récolte prévu en début de campagne. La tempête du mois de janvier a endommagé les tunnels et les serres en plastique dans le Sud-Ouest et également localement dans le Sud-Est. Les conséquences sur les récoltes à venir ne sont pas encore totalement connues. Le bassin du Sud-Est est moins touché par cette tempête et les producteurs envisageraient des mises en place de deuxième rotation plus importantes que prévues initialement.

La chicorée : une histoire commune avec la laitue

En septembre, la mise en place de plants de chicorée pour la production d'hiver de plein champ s'effectue sur des terrains particulièrement secs et les coupes dans le Languedoc, jusque-là épargné par la pluie, ont ainsi débuté avec retard. En octobre, le froid soudain met un terme prématurément aux récoltes des chicorées d'été dans le Centre Ouest, alors même que le Sud-Est, principal

bassin de production de chicorée d'hiver, subit le froid et la pluie. De fait, les volumes pour les mois d'octobre et de novembre sont limités, ce qui provoque un creux de production. Comme pour la laitue, les intempéries qui se succèdent en décembre et janvier conduisent les producteurs à ramasser des chicorées avec un grammage réduit afin de répondre à la demande durant les fêtes.

L'endive peu influencée par les conditions météorologiques

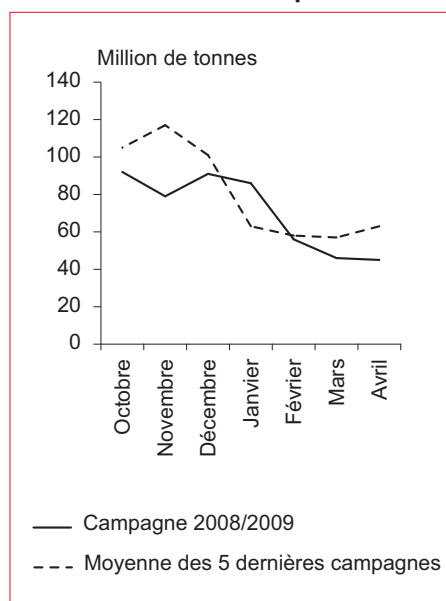
L'endive cultivée dans des bacs de forçage et dans des pièces fermées est dépendante plutôt du choix des producteurs que des conditions météorologiques. Cependant, pour cette campagne, la persistance des températures hivernales en décembre et janvier a peut-être ponctuellement eu une légère incidence sur la baisse des volumes en janvier. La raison probable serait due à la diminution de l'aération dans les salles de forçage. Cet impact a toutefois été très limité. Après les fêtes de fin d'année, l'endive jusque-là peu demandée a probablement bénéficié du report de consommation

des autres salades. Ce report s'explique surtout par la pénurie des laitues et chicorées sur les marchés et par la forte hausse de leurs prix.

La carotte par tous les temps

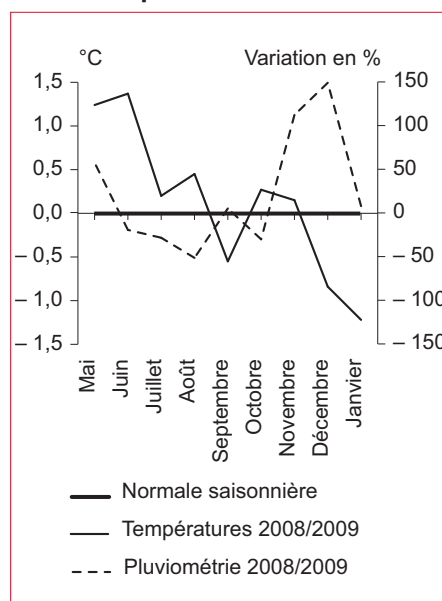
En décembre et janvier, les caprices de la météo - le gel, la pluie et pour terminer la tempête - perturbent fortement les récoltes. L'annonce en novembre de l'arrivée d'un froid hivernal a permis d'anticiper l'arrachage des carottes notamment dans le Sud-Ouest. Ce ramassage prématuré de la carotte a limité de fait le potentiel et les rendements de récolte des mois de décembre et janvier. De plus l'excès d'eau dans le Sud-Est a endommagé localement des parcelles, réduisant aussi la production de ce bassin. Les intempéries des derniers mois ont provoqué des pertes importantes : les volumes aux mois de décembre et janvier ont baissé respectivement de 25 % et 11 % par rapport à la moyenne quinquennale. À cause de la succession des différents aléas climatiques dans les trois principaux bassins de production, la concurrence entre ces bassins de production n'a été que très rarement ressentie.

Des volumes limités de laitue en novembre mais janvier 2009 bénéficie du retard de production



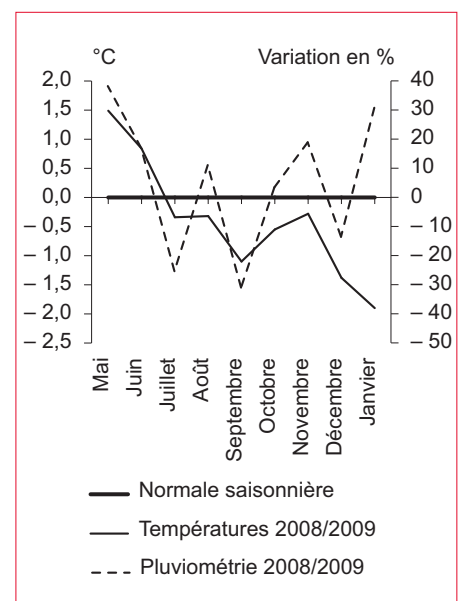
Source : SSP/Agreste

Pluie et froid envahissent le Sud-Est à partir de novembre



Source : Météo France

Un Sud-Ouest bien arrosé

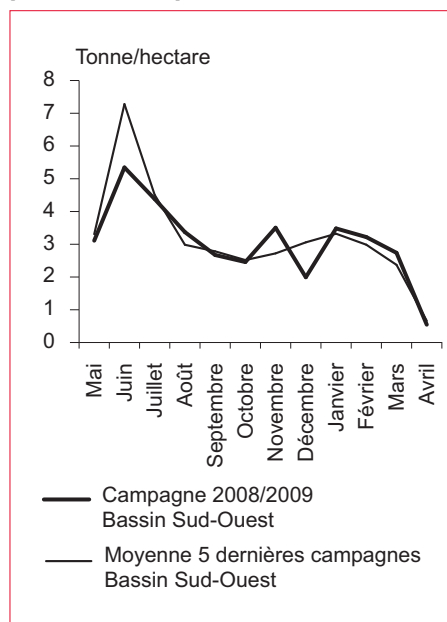


Source : Météo France

Le chou-fleur contrarié par le froid de l'automne

Contrairement aux autres régions, le chou-fleur breton bénéficie dans un premier temps de températures plus clémentes. Il arrive précocement sur les marchés, deux semaines en avance, provoquant ainsi un télescopage avec le chou fleur d'été. Le coup de froid brutal des mois de novembre et décembre freine ensuite sa pousse et crée un décalage de la production sur le mois de janvier. Mais les températures hivernales et les gelées qui perdurent en Bretagne, occasionnent une diminution très importante de la production de l'ordre de 50 % et des effectifs de choux-fleurs de gros calibre moins nombreux.

En décembre, l'arrachage des carottes est fortement perturbé par les intempéries

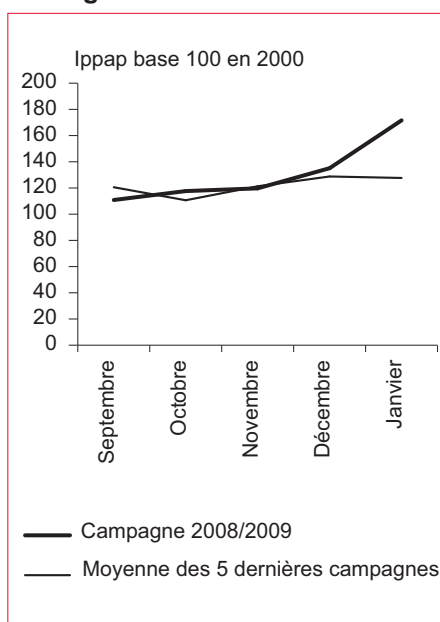


Source : Agreste

La durée et l'intensité du froid finissent par perturber aussi le poireau

Le poireau d'hiver principalement cultivé dans l'ouest de la France a bénéficié de conditions climatiques peu gênantes pour son développement jusque fin décembre, où la vague de froid en a limité la pousse. Ensuite, les terres gelées ont momentanément rendu les récoltes impossibles, le matériel ne pouvant pénétrer dans les sols. Les rendements devraient être en retrait pour les mois de janvier et février même si l'ouest semble un peu plus épargné que les autres régions. Il faut s'attendre à des baisses de plus de 10 %.

En décembre et janvier, les prix à la production des légumes décollent



Source : Agreste

Intempéries riment avec pénuries et font grimper les prix

L'enchaînement et la durée de ces variations climatiques, rapides et intenses, auraient pu également entraîner des mésaventures sanitaires. En fait, peu de problèmes sanitaires et de qualité des produits ont été signalés. À l'exception, d'une part, de la tenue des produits en lien avec l'excès d'eau automnal et, d'autre part pour le poireau, de quelques problèmes qualitatifs et de nombreux déchets lors de son conditionnement à la suite des dernières gelées. En réalité, les effets importants ont surtout été ressentis sur le niveau et le calendrier de production.

Les baisses de production persistantes de ces légumes, sur une grande partie de la campagne d'hiver, ont eu pour conséquence une nette hausse des prix. Tous ces produits sont concernés, d'autant plus que le temps froid et maussade active la demande. Les volumes sont restés faibles sur les autres marchés, les mauvaises conditions météorologiques ayant également limité les productions dans les autres pays. De plus, les échanges avec les États membres ont été parfois pénalisés par les transports routiers gênés par la neige et le gel.

En ce qui concerne la tempête de fin janvier, les impacts sur la production des légumes ne sont pas encore connus. Les dégâts occasionnés sur les abris bas et serres plastiques dans le Sud-Ouest, mais également dans le Roussillon, sont inquiétants pour les cultures encore en place. Ces dégâts pourraient également nuire aux premières cultures printanières comme la fraise.

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes (Agreste, SSP Service de la Statistique et de la Prospective).
- INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques)
- Météo France

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Infos rapides Poireau, Endive, Chicorée, Laitue et Chou-fleur
- « Une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production », synthèse Légumes n° 2008/47, octobre 2008
- « Campagne moyenne pour les légumes d'hiver », synthèse Légumes n° 2008/27, juin 2008

[Retour éditorial](#)

Secousses sur le marché des broutards

Soumis aux restrictions de mouvements imposés par les règles européennes de protection sanitaire contre la fièvre catarrhale ovine, le commerce des broutards subit depuis deux campagnes de graves perturbations. Les rythmes d'exportation des animaux vers l'Italie sont irréguliers, les cours des animaux échangés restent très bas et les abattages de taurillons sur le territoire national progressent. Dans les élevages, la maladie semble affecter la mortalité et la fertilité des animaux.

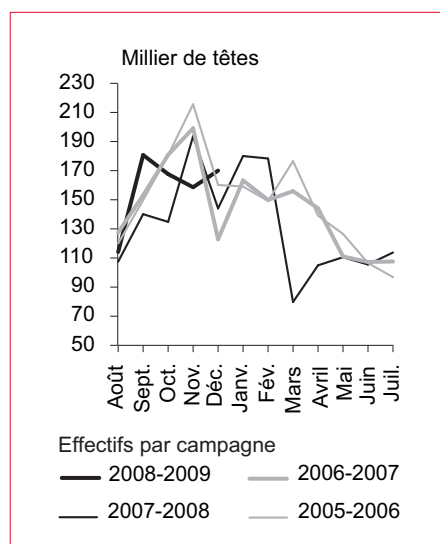
En 2007-2008, irrégularité des déplacements d'animaux vivants et repli des exportations

Avec l'extension de la fièvre catarrhale ovine (FCO) à l'ensemble du territoire national, les perturbations du commerce des animaux vivants se succèdent et les élevages français de broutards sont particulièrement pénalisés. L'apogée de la crise intervient au cours de la campagne de commercialisation d'août 2007 à juillet 2008. La réduction des transferts d'animaux vers un autre élevage atteint 55 % en mars 2008. Les pertes sont également importantes en octobre 2007 et avril 2008 avec un déficit de 25 % par rapport à la campagne de référence 2005-2006. Au total, neuf mois de la campagne enregistrent une chute d'activité. Près de 180 000 têtes ne pourront pas être déplacées.

Rythmées par les contraintes sanitaires mises en œuvre pour limiter la dif-

fusion de la maladie, les exportations subissent des pics d'activité suivis de périodes de quasi-interruption des

Irrégularité des sorties de broutards des élevages, depuis la campagne 2007-2008



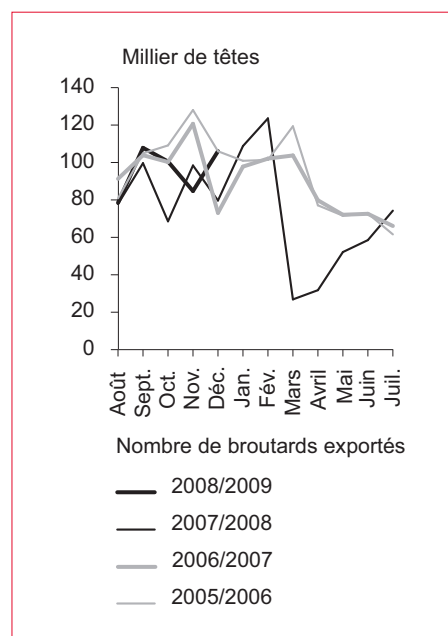
Source : BDNI

échanges. Ainsi, pour la campagne 2007-2008, les exportations d'animaux vivants chutent à 0,9 million de têtes contre 1,1 en 2005-2006. Ce débouché ne représente plus que 56 % des transferts d'animaux contre plus de 64 % en période de référence. Les achats italiens qui correspondent en moyenne à 84 % des exportations, subissent un repli de 22 %. Aucun autre pays ne peut prendre le relais. Aussi, avec la fermeture ponctuelle des frontières italiennes, les animaux sont conservés sur le territoire national. Dans les exploitations où les installations le permettent, ils sont engraisés sur place ; sinon, ils sont déplacés dans des ateliers d'engraissement en France. En effet, les transferts entre élevages français progressent de 7,2 % sur la campagne.

Le blocage le plus important intervient en mars 2008. En effet, l'Italie suspend ses importations d'animaux vivants non

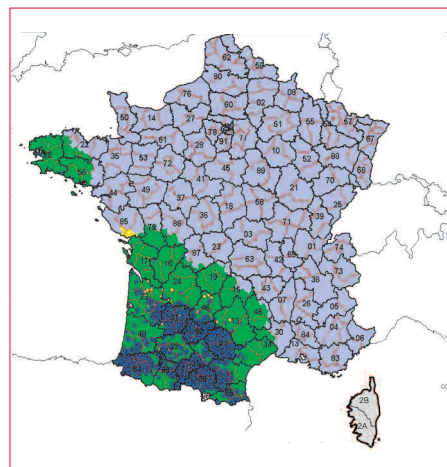
vaccinés à compter du 4 mars 2008, date de la levée de l'inactivité vectorielle dans ce pays. Les exportations françaises chutent alors à moins de 27 000 têtes, soit une perte de 76 % par rapport à un mois de mars moyen. La généralisation de la vaccination pour l'ensemble des cheptels français - bovins, ovins et caprins - est décidée au printemps 2008 mais sa mise en œuvre se fait par étape.

En mars 2008, chute des exportations de broutards



Source : DGDDI (Douanes)

L'ensemble du territoire national est concerné par la maladie



Foyers de FCO BTV 1 : ronds bleus (ou gris foncé)
 Foyers de FCO BTV 1 et 8 : ronds jaunes
 Zone réglementée sérotype 8 : zone en bleu (ou gris clair)
 Zone réglementée sérotype 1 et 8 : zone en vert (ou gris moyen)
 Source : Direction générale de l'alimentation - Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Les départements du sud de la France pris dans un étau

Ces données nationales cachent des situations départementales très disparates liées à la progression géographique de la maladie.

Ainsi les départements du nord-est de la France, qui ont été les premières victimes de la maladie dès l'automne 2007, ont ressenti les plus forts impacts de la crise en octobre 2007 et mars 2008. C'est le cas du département de la Saône-et-Loire dont le commerce des broutards assure généralement

8 % de l'activité nationale. En septembre et octobre 2007, les transferts d'animaux vers un autre élevage y chutent en effet de 41 %. Par contre, le début de la campagne 2008-2009 est plus prometteur avec une reprise d'activité de 12 % sur la période d'août à décembre 2008 par rapport à la même période de l'année précédente.

Les départements du sud du Massif Central bénéficient d'un sursis jusqu'à fin 2007 mais ils sont particulièrement touchés ensuite. Ils subissent en décembre 2007 l'effet du virus de sérotype 8 venu du nord-est de la France

La fièvre catarrhale ovine ou maladie de la langue bleue

La fièvre catarrhale ovine (FCO), également appelée maladie de la langue bleue (« Bluetongue » en anglais), est une maladie virale, transmise par des insectes vecteurs du type *Culicoides* (moucheron) : 24 sérotypes viraux différents sont répertoriés dans le monde.

Apparu brusquement pour la première fois aux Pays-Bas pendant l'été 2006, le virus de sérotype 8 (FCO BTV8) s'étend rapidement aux pays voisins et apparaît dans les départements du nord-est de la France au cours de l'été 2006. En novembre 2006, dix-sept départements sont inscrits, pour tout ou partie de leur territoire, en zone réglementée de protection sanitaire. Les premières perturbations du commerce des broutards interviennent dès cette époque pour les dix-sept départements concernés.

Après une accalmie hivernale, la maladie réapparaît en août 2007 et s'étend rapidement depuis le nord-est de la France :

- 6 septembre 2007 : 187 cas confirmés
- 26 octobre 2007 : 7 274 cas confirmés (39 départements en zone réglementée)
- Le 5 novembre 2007, trois cas de

FCO de sérotype 1 (FCO BTV1) sont confirmés par les autorités espagnoles dans le Pays Basque espagnol. Une nouvelle zone réglementée est instituée dans les départements des Pyrénées-Atlantiques et des Landes.

Depuis cette date, les deux sérotypes se propagent sur le sol français et au 26 novembre 2008, sont issus de la circulation virale 2008 : 24 000 cas de FCO BTV8 de l'année 2008 et 4 300 cas de FCO BTV1.

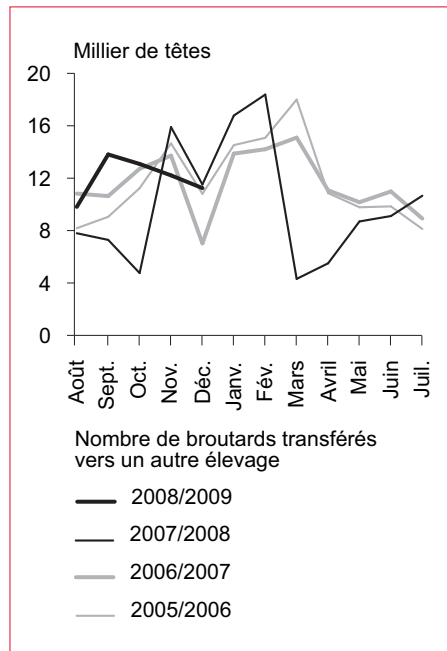
La mise en place d'un plan de vaccination est annoncée vers la mi-février 2008. Un premier lot de vaccins est acheminé fin mars aux départements touchés par la FCO (sérotype 8) depuis 2006.

La campagne de vaccination contre le sérotype 8 se poursuit ensuite au rythme de l'échelonnement des livraisons des doses vaccinales par les laboratoires et suivant les priorités retenues par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

La campagne de vaccination de 2009 prend un caractère obligatoire pour l'ensemble des bovins de plus de 2,5 mois contre les sérotypes 1 et 8 de la FCO en France continentale.

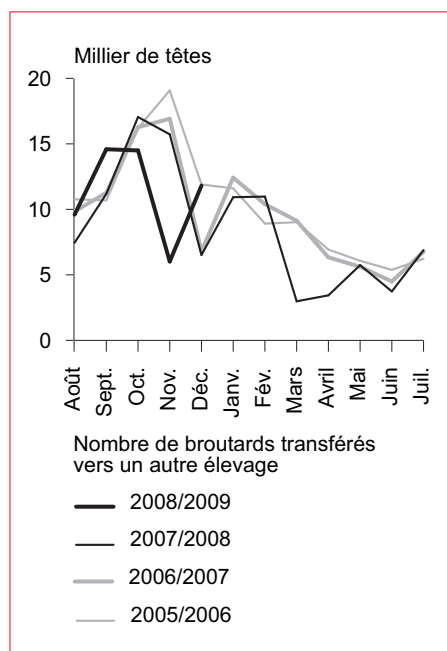
puis connaissent un nouvel assaut de la maladie avec l'expansion du virus de sérotype 1 venu d'Espagne au cours du second semestre 2008. C'est le cas pour le département du Cantal qui est le deuxième département français éleveur de broutards. Il subit successivement plusieurs perturbations

En Saône-et-Loire, les transferts de broutards vers un autre élevage sont perturbés dès septembre 2007



Source : BDNI

Pour le Cantal, les perturbations interviennent surtout en 2008



Source : BDNI

de son activité. Les plus importantes interviennent en décembre 2007 (- 45 % d'activité), en mars-avril 2008 (- 60 % d'activité) puis novembre 2008 en lien avec l'expansion du sérotype 1 de la maladie (- 68 % d'activité).

Cotations au plus bas

Les blocages réguliers des frontières italiennes, les interdictions de libre circulation des animaux sur le territoire national et les saturations des ateliers d'engraissement ont pour conséquence de déstabiliser les prix des broutards.

Très élevés au cours de la campagne 2005-2006, les prix chutent régulièrement tout au long de la campagne suivante et accentuent encore leur repli en 2007-2008 pendant la phase d'expansion de la maladie. En deux campagnes, ils reculent de 17 %. Ils s'établissent en 2007-2008 à 2,32 €/kg vif pour les mâles charolais de 6 à 12 mois de classe U, contre 2,79 €/kg vif en 2005-2006 et 2,60 €/kg vif en moyenne entre 2002-2003 et 2004-2005.

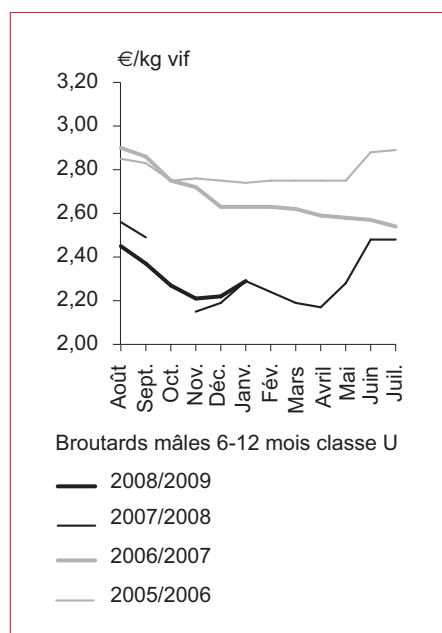
La situation est identique pour les mâles limousins de 6 à 12 mois de classe U qui perdent en moyenne 46 centimes entre les deux campagnes.

Pour le début de la campagne 2008-2009, les prix sont toujours très bas. Les animaux non vaccinés sont dépréciés. La moyenne des cotations d'août à décembre 2008 est à 2,30 €/kg vif pour les charolais et à 2,53 €/kg vif pour les limousins.

La signature en novembre 2008 d'un accord avec l'Italie pour assouplir les conditions de circulation des animaux pendant la période d'inactivité vectorielle permet d'accroître en décembre le nombre d'animaux exportés. Cependant les prix restent bas car tous les animaux sont mis sur le marché en même temps. Ils avaient été conservés dans les exploitations en attente de l'entrée en vigueur de cet accord.

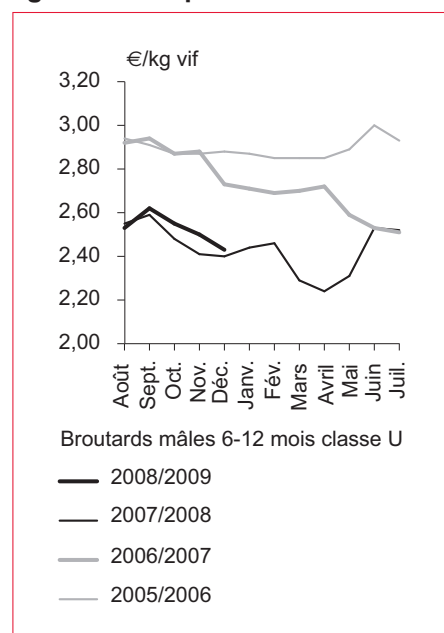
Avec l'obligation de vaccination contre les deux sérotypes 1 et 8 de la FCO au 30 avril 2009, les conditions de mise en marché des animaux vivants devraient progressivement se réguler et s'améliorer dans les prochains mois.

Les cotations des broutards charolais restent basses à partir de 2007-2008...



Source : Office de l'élevage

... et celles des limousins sont également au plus bas

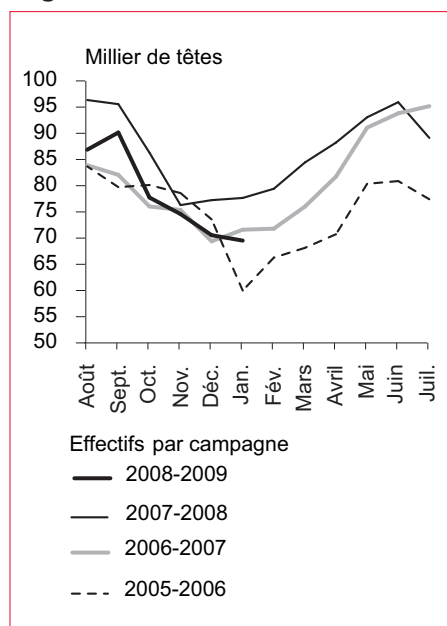


Source : Office de l'élevage

Conséquence importante : les abattages de taurillons progressent en 2007-2008

Les conséquences sont importantes pour les élevages, notamment la progression des abattages de taurillons. Face à la réduction des sorties de brouards des exploitations au cours de l'automne 2007, les mises à la boucherie des taurillons progressent en effet de 24 % entre janvier et avril 2008 par rapport à la même période en 2005-2006. Des mesures incitatives auprès des éleveurs participant à l'effort de stockage des animaux sont mises en place par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche à partir d'avril 2008 pour limiter l'engorgement du marché. Le recul des abattages intervient à partir du mois de juillet 2008. De juillet à décembre 2008, les abattages de taurillons sont en repli de 7 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Les abattages de taurillons augmentent en 2007-2008



Source : BDNI

Autre conséquence : la mortalité des bovins augmente sensiblement

Autre conséquence probable de l'expansion de la maladie, le taux de mortalité des bovins progresse au cours de la campagne 2007-2008. Cette surmortalité semble surtout concerner les vaches nourrices et les bovins de moins d'un an. D'autres facteurs comme la mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2007 peuvent également avoir eu un impact sur la résistance des troupeaux.

En outre, la fertilité des vaches semble diminuer en 2008

Alors que les effectifs de vaches nourrices progressent de 2,1 % en novembre 2007, les naissances de bovins viandes de l'année 2008 reculent de 3,9 % par rapport à 2007. Le calcul du taux de vêlage par vache nourrice pour l'ensemble des élevages français s'établit à 1,1 pour 2008, alors qu'il était stabilisé à 1,2 les années précédentes.

Après une période de vêlages plus précoces en janvier et février en hausse de 5 et 8 % par rapport à la moyenne des trois dernières années, le pic tra-

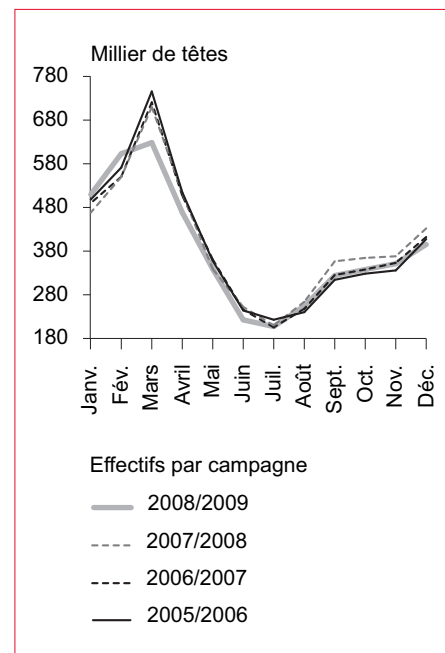
Mortalité des bovins de race viande

	2005-2006			2007-2008		
	Effectifs (novembre 2005)	Mortalité dans les élevages	Taux de mortalité (en %)	Effectifs (novembre 2007)	Mortalité dans les élevages	Taux de mortalité (en %)
Vaches nourrices	4 028 735	82 995	2,1	4 162 588	112 950	2,7
Génisses nourrices de plus de 2 ans	899 523	14 488	1,6	962 918	18 754	1,9
Génisses nourrices de 1 à 2 ans	996 602	12 643	1,3	1 052 863	17 377	1,7
Bovins de moins d'1 an	5 056 247	755 385	14,9	5 070 274	794 474	15,7

Source : BDNI

ditionnel de vêlages du mois de mars est atténué de 13 %. Le déficit de naissance se poursuit jusqu'en juillet avec une perte moyenne de 6 % par mois entre avril et juillet par rapport à la moyenne des trois derniers exercices.

À partir de mars 2008, repli des vêlages des vaches nourrices



Source : BDNI

Sources et définitions

Les principales sources

- Pour les zonages, les arrêtés et communiqués de presse du ministère de l'Agriculture et de la Pêche
- Pour les effectifs dans les exploitations, les effectifs commercialisés et les mouvements d'animaux, la base de données nationale d'identification bovine (BDNI).
- Pour les exportations de broutards, les statistiques des Douanes
- Pour les abattages, l'enquête mensuelle animaux de boucherie réalisée par le SSP
- L'office de l'élevage pour les cotations d'animaux vivants

Définitions

Ont été pris en compte dans la catégorie « Broutards » du commerce extérieur :

- les animaux maigres de 6-12 mois
- les génisses
- les gros bovins mâles non castrés

Ont été pris en compte dans la catégorie « sorties d'élevage » de la BDNI, les bovins de race viande (mâles et femelles) de 6 à 18 mois. Dans l'analyse, un animal est considéré comme « sorti d'élevage » lorsque sa cause de sortie est de type E (élevage).

Ont été pris en compte dans la catégorie « taurillons », pour les abattages, les bovins mâles non castrés de 1 an à moins de 2 ans et de plus de 180 kg de carcasse.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « La déstabilisation de la filière broutards », Agreste Primeur n° 214, juillet 2008
- « La fièvre catarrhale ovine en France affecte le marché des broutards », Synthèse Gros animaux, décembre 2007
- « Une année difficile pour les broutards », Synthèse Gros animaux, novembre 2007

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse mars n° 2009/66

[Retour éditorial](#)

Produits laitiers : nouveau record de l'excédent commercial français en 2008

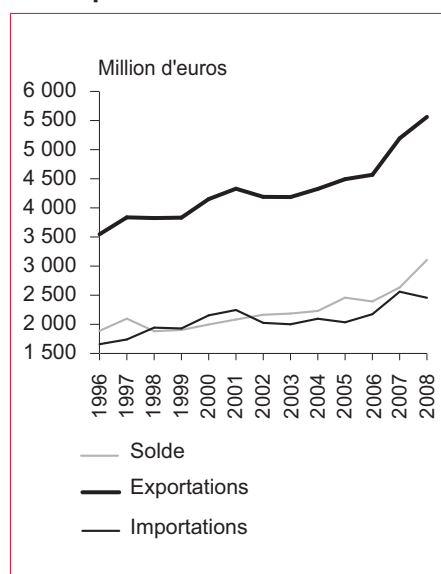
Après une hausse de plus de 10 % en 2007, l'excédent commercial français observé sur les produits laitiers flambe de 18 % en 2008, pour atteindre un niveau record de 3,1 milliards d'euros. Malgré un ralentissement en fin d'année 2008, la valeur des exportations a augmenté de 7 %, principalement pour les fromages, les yaourts et les desserts lactés frais. Les exportations des produits laitiers industriels, beurre et poudres de lait, sont également bien orientées en 2008 malgré la forte chute des cours mondiaux. Associée au dynamisme des ventes, la forte contraction des importations sur le territoire national (- 4 %) contribue également au niveau record de l'excédent commercial.

En 2008, fromages, yaourts, desserts lactés frais et poudres de laits infantiles s'exportent bien

Les produits laitiers de grande consommation restent très bien orientés à l'exportation, et principalement les fromages.

Les fromages contribuent en effet à plus de la moitié de l'excédent commercial de l'ensemble des produits laitiers. Les exportations des fromages français croissent de 9 % en valeur. Cependant, le ralentissement de la demande mondiale limite le volume à l'exportation, en léger recul de 0,6 % en 2008. Les ventes à l'étranger sont principalement destinées aux États membres (82 % des exportations), l'Allemagne (25 %), l'ensemble Belgique-Luxembourg (18 %) et le Royaume-Uni (12 %). Mais les exportations avec les pays tiers sont également en hausse, de près de 6 % en valeur en 2008. En termes de caté-

En 2008, niveau record de l'excédent commercial français pour les produits laitiers grâce au recul des importations et au dynamisme des exportations



Source : DGDDI (Douanes)

gories de fromages, excepté pour les fromages à pâte pressée non cuite et les pâtes persillées (- 2 %), les exportations s'accroissent en 2008 pour tous les fromages, soit + 16 % pour les fromages frais, + 15 % pour les pâtes pressées cuites, + 14 % pour les fromages fondus et + 9 % pour les pâtes molles.

Face à une hausse des importations de 15 % en volume, mais plus réduite en valeur, l'excédent commercial observé sur les fromages affiche une croissance de 5,1 % (après + 4,7 % en 2007) pour s'établir à plus de 1,6 milliard d'euros. Les principaux pays contributeurs sont l'Allemagne (426 millions d'euros), l'ensemble Belgique-Luxembourg (417 millions), le Royaume-Uni (252 millions) et l'Espagne (202 millions). Le solde commercial est en revanche déficitaire avec les Pays-Bas (- 151 millions).

Pour les **yaourts et les desserts lactés frais**, après une stagnation en 2007, les exportations en valeur s'accroissent de 24 % en 2008 (+ 18 % en volume). La reprise est sensible pour les yaourts et les laits fermentés (+ 24 %) dont les ventes à l'étranger avaient fortement chuté en 2007 (- 19 %). La croissance se poursuit pour les desserts lactés frais (+ 25 %), après une forte hausse de 60 % en 2007. Face au recul des importations, l'excédent commercial des yaourts et des desserts lactés frais, en recul en 2007, se reprend vigoureusement en 2008 (46 %) pour se situer

autour de 330 millions d'euros. Les excédents s'observent principalement avec les États membres, le Royaume-Uni (145 millions d'euros) et l'Espagne (108 millions).

Concernant les **poudres de laits infantiles**, la forte croissance des exportations se poursuit en 2008 (+ 15 %, après + 25 % en 2007). Cette tendance résulte d'une forte hausse des prix de vente alors que les volumes ne progressent que de 1 %. Près de 70 % des ventes sont réalisées avec les pays tiers. Compte tenu d'une

forte hausse des importations, le rythme de croissance de l'excédent commercial ralentit en 2008 (+ 4 %, après + 37 % en 2007). Sur un total de 250 millions d'euros, plus de 80 % de l'excédent est réalisé avec les pays tiers, dont l'Algérie (17 %), l'Irak (9 %) et l'Arabie Saoudite (7 %).

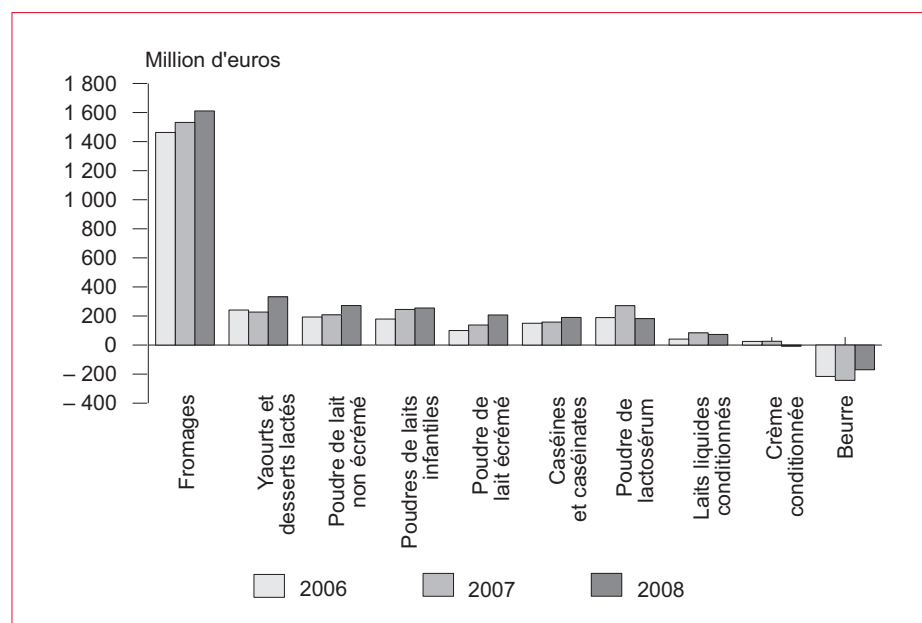
En revanche, d'autres produits laitiers de grande consommation, **laits liquides et crème conditionnés**, sont plus affectés par le ralentissement de la demande en 2008 et par des fabrications en recul. Après une hausse de 30 % en 2007, les exportations de laits liquides conditionnés reculent de 3,8 % en 2008, sous l'effet d'un net repli des volumes (- 14 %) et malgré la hausse de plus de 10 % des prix. Les ventes, destinées principalement aux États membres, fléchissent de 4,4 %. Le solde commercial, excédentaire de 73 millions d'euros, chute de 12 % en 2008. Il est principalement réalisé avec l'Espagne et l'Italie. Les exportations de crème conditionnée se replient également en 2008 (- 3 %), après une hausse de 7 % en 2007. La hausse des prix ne compense pas le net recul des volumes exportés (- 14 %). Accentué par la forte hausse des importations, le solde commercial devient déficitaire de sept millions d'euros, après un excédent de 25 millions d'euros en 2007.

En 2008, les volumes exportés de beurre et de poudres de lait progressent fortement, malgré la chute des cours mondiaux

Après la bulle observée sur les cours mondiaux des produits laitiers industriels au cours de l'été 2007, la forte chute qui s'en est suivie n'a pas eu pour conséquence de limiter la présence des industriels français sur le marché. Au contraire, les volumes exportés de beurre et de poudres de lait se sont accrus dans un contexte où la production nationale, en forte hausse, est alimentée par une abondante collecte laitière, notamment au cours des trois premiers trimestres de l'année 2008.

Concernant les **poudres de lait écrémé**, les exportations en valeur continuent de s'accroître en 2008 (+ 24 %), après une hausse de 32 %

Forte hausse de l'excédent pour les fromages, les yaourts et les desserts lactés frais



Source : DGDDI (Douanes)

Le partage volume-prix des exportations de produits laitiers en 2008

	Valeur (million d'euros)	Évolution 08/07 en valeur (%)	Évolution 08/07 en prix (%)	Évolution 08/07 en volume (%)
Fromages	2 621	+ 8,8	+ 9,3	- 0,6
Yaourts et desserts lactés frais	483	+ 24,1	+ 5,9	+ 18,1
Poudre de lait non écrémé	316	+ 21,7	- 20,6	+ 42,3
Poudres de laits infantiles	305	+ 15,0	+ 14,0	+ 1,0
Poudre de lait écrémé	279	+ 23,6	- 10,1	+ 33,7
Poudre de lactosérum	277	- 32,3	- 32,5	+ 0,2
Caséines et caséinates	232	+ 11,7	+ 18,7	- 6,9
Laits liquides conditionnés	229	- 3,8	+ 10,3	- 14,1
Beurre	161	+ 13,6	+ 4,5	+ 9,0
Crème conditionnée	76	- 3,0	+ 10,3	- 13,2

Source : DGDDI (Douanes)

en 2007. Les exportations en valeur bénéficient de la forte progression des volumes (+ 34 %) alimentés par le dynamisme des fabrications nationales (+ 13 %), dans un contexte de forte dégradation des prix. Fortement corrélée aux cours mondiaux, la cotation française de poudre de lait écrémé destinée à la consommation humaine chute de plus de 30 % en moyenne annuelle en 2008 par rapport au niveau élevé de 2007. À 2,21 €/kg en 2008 (contre 3,28 €/kg en 2007), elle reste toutefois plus élevée que la moyenne des cours observés entre 2002 et 2006. Face au net recul des importations en valeur (- 18 %), l'excédent commercial s'est fortement apprécié en 2008 (+ 50 %) pour atteindre plus de 200 millions d'euros. Près de 60 % de cet excédent est réalisé avec les États membres, l'Italie (52 millions d'euros), l'Espagne (31 millions) et les Pays-Bas (17 millions). Il atteint plus de 50 millions d'euros avec l'Algérie.

Pour la **poudre grasse**, les exportations s'accroissent en valeur de 22 % en 2008, sous l'effet d'une forte hausse des volumes (+ 40 %) qui compense un recul des prix de plus de 20 %. Avec des importations en chute de 15 %, l'excédent s'accroît de plus de 30 % pour atteindre 270 millions d'euros. Un peu moins de la moitié de cet excédent est réalisée avec les États membres, l'ensemble Belgique-Luxembourg (52 millions), l'Allemagne (30 millions) et l'Italie (23 millions). Avec les pays tiers, les principaux excédents s'effectuent avec l'Algérie (64 millions), la Chine (13 millions) et l'Arabie Saoudite (10 millions).

Après une hausse de 10 % en 2007, les exportations de **beurre** en valeur progressent à nouveau en 2008 (+ 14 %), malgré le net repli des cours. Après un recul en 2007, les volumes exportés s'accroissent de 9 % en 2008, alimentés par une production dynamique (+ 3,6 %). La baisse des importations est très marquée en 2008, aussi bien en valeur (- 14 %) qu'en volume (- 11 %). En conséquence, le déficit commercial observé sur le beurre s'est fortement réduit, passant de - 243 millions d'euros en 2007 à - 170 millions en 2008. La réduction du déficit avec les États membres est de l'ordre de 55 millions d'euros. Le déficit est en net recul avec l'Irlande (- 21 millions d'euros), l'ensemble Belgique-Luxembourg (- 15 millions) et la Pologne (- 11 millions). Déficitaire avec l'Espagne en 2007 (- 33 millions), le solde est devenu excédentaire en 2008 (+ 6 millions). En revanche, le déficit s'est dégradé avec les Pays-Bas (- 84 millions), l'Allemagne (- 51 millions) et la Finlande (- 24 millions). Le solde commercial s'améliore en volume et en valeur et s'établit à 29 millions d'euros.

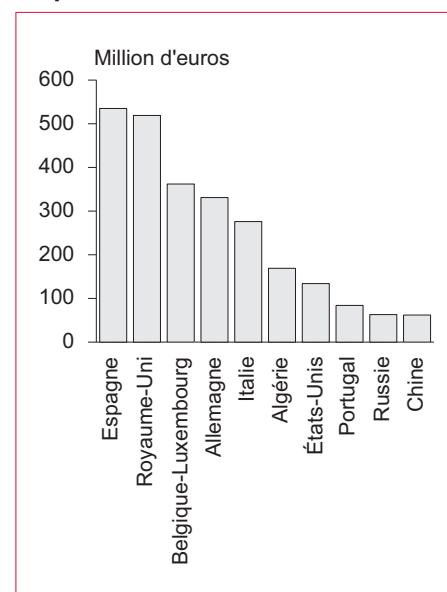
La forte hausse des ventes de **crème en vrac** (+ 36 %) associée au fléchissement des importations (- 10 %) entraîne une nette réduction du déficit commercial, de plus de 30 millions d'euros pour se situer à - 55 millions d'euros.

En fin d'année 2008, une forte dégradation des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux se dégradent fortement au cours du quatrième

trimestre 2008, avec des exportations en valeur en recul de 6 % par rapport au quatrième trimestre 2007 et des importations en chute de plus de 18 %. Ainsi, l'excédent commercial, qui enregistrait des hausses autour de 20 % aux cours des trois premiers trimestres, ne progresse plus que de 5,7 % au quatrième trimestre 2008. Les fromages sont particulièrement affectés, avec une baisse de 1 % des exportations au cours du dernier trimestre 2008, après des hausses de plus de 10 % lors des trimestres précédents.

Les dix principaux contributeurs à l'excédent commercial français de produits laitiers en 2008



Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects pour les données de commerce extérieur
- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par l'Office de l'élevage et le Service de la statistique et de la prospective (SSP, ex-Scees) pour les données mensuelles de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers
- L'enquête sur la situation mensuelle laitière du SSP pour les données sur le prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste :

- « La décrue du lait cru », Agreste Primeur n° 222, février 2009
 - « Lait et produits laitiers en 2007 », Chiffres et données Agroalimentaires n° 162, décembre 2008
 - « Lait : la hausse du prix à la production ralentit à partir d'avril 2008 », synthèse Lait n° 2008/48, octobre 2008
 - « Produits laitiers : excédent commercial record en 2007 », synthèse Lait n° 2008/23, avril 2008
 - « Des fabrications de produits laitiers en nette progression en 2007 », synthèse Lait n° 2008/14, mars 2008
 - « Les Français boudent les produits laitiers », Agreste Primeur n° 208, février 2008
 - « Le marché du lait bio peine à se développer », Agreste Primeur n° 205, janvier 2008
- Le Pôle laitier du SSP à Toulouse : Lionel Hébrard (tél : 05 61 28 95 28), Serge Cazeneuve (tél : 05 61 28 93 78) et Odile Le Tollec (tél : 05 61 28 94 71).

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe`

BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site du Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2009

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr